



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2016-16**

**Séance du 2 mars 2016 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille seize, le deux mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents:**

MM. Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Laget, Lenoir, Perez, Petit, Weber  
Mme Albigès, Fraisse, Olivier, Pervent, Maury, Vella

**Absents excusés:**

Mme Bérard pouvoir à Mme Pervent, Mme Bertin pouvoir à M. Perez, Mme Castillo pouvoir à Mme Vella, M. Palau pouvoir à M. Caizergues, M. Serra pouvoir à Mme Maury  
Mme Chibani, M. Hervet, Mme Vilaplana

**Secrétaire de séance:** Mme Olivier

**Nombre de membres en exercice:** 23

**Présents:** 15

**Procurations:** 5

**Absents:** 8

**Votants:** 20

**Date de convocation et affichage**

26 février 2016

**Objet:** Loi NOTRe: nouvelles délégations au maire

M. le maire rappelle que par délibérations 2014-14 du 24/04/2014 et 2014-92 du 19/12/2014 le conseil municipal lui a délégué pour toute la durée du mandat et dans les limites qu'il a défini, l'ensemble des compétences énumérées à l'article L2122-22 du CGCT à charge pour lui d'en rendre compte au cours de la séance à venir.

Or l'usage comme l'évolution législative liée à la publication de la loi n°2015-001 du 07/08/2015 (dite la NOTRe) permettent à ce jour à ce que des modifications ou précisions soient apportées aux délégations ainsi consenties.

Ainsi en est-il de modifier les dispositions des articles L2122-22-7° et L2122-22-26° du CGCT permettant au conseil de déléguer au maire la possibilité de modifier ou de supprimer les régies en sus de leur création et celle de demander l'attribution de subventions à l'État et à d'autres collectivités territoriales.

L'octroi de ces délégations du conseil au maire et par subdélégation aux adjoints et conseillers municipaux délégués étant de nature à simplifier la bonne marche de l'administration communale il est donc proposer de compléter en conséquence la liste des délégations précédemment consenties comme suit:

- En référence à l'article L2122-22-7°: création, modification ou suppression des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux
- En référence à l'article L2122-22-26°: demande à l'État ou d'autres collectivités territoriales, l'attribution de toute forme de subvention quel qu'en soit le montant.

- vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015
- vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- considérant les délibérations du 2014-14 du 24/04/2014 et 2014-92 du 19/12/2014,
- considérant qu'une bonne administration de la collectivité commande à ce que le maire et par subdélégation les adjoints et les conseillers municipaux délégués exercent, sur délégation du conseil municipal, l'ensemble des compétences énumérées à l'article L2122-22 précité,

Le conseil municipal après avoir délibéré, à l'unanimité:

- accepte de modifier et de compléter pour la durée du mandat, les compétences déléguées par le conseil municipal au maire au sens de l'article L2122-22 du CGCT comme suit:
  - de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux (L2122-22-7°)
  - de demander à l'État ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de toute forme de subventions quel qu'en soit le montant (L2122-22-6°),
- approuve que cette délibération complète les délibérations du 2014-14 du 24/04/2014 et 2014-92 du 19/12/2014,
- autorise M. le maire au titre de ses pouvoirs propres, à confier l'exercice de ces compétences à un ou plusieurs adjoints ou membres du conseil, conformément aux dispositions des articles L2122-18 et L2122-23 du CGCT et dans le respect des délégations accordées. L'arrêté portant délégation devra énumérer de manière précise les objets sur lesquels elle porte conformément à l'article L2122-22 susvisé et dans la limite des besoins et des missions du ou des services concernés. En cas d'empêchement du maire, les décisions relatives aux matières lui ayant été déléguées seront prises suivant les mêmes modalités et aux mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus,
- dit que M. le maire rendra compte au conseil municipal des décisions qui auront été prises en application de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 2 mars 2016  
Roger CAIZERGUES  
Maire



Certifiée exécutoire compte tenu de la date :  
- d'envoi dématérialisé en préfecture le:  
- d'affichage le:

nomenclature: 5.4